Notre Eau, Notre Droit : les communautés Africaines, les travailleurs et la Société Civile s'unissent à travers le continent pour encourager les leaders régionaux à barrer la route aux menaces de la privatisation de l'eau

Le 9 Octobre 2023

Cette semaine, la société civile et les syndicats exhortent les leaders africains à s'ériger en rempart contre une vague croissante de menaces pesant sur l'accès des communautés à l'eau avec une attention particulière aux menaces insidieuses que la privatisation de l'eau et l'accaparement par les entreprises font peser sur le droit humain à l'eau.

La Coalition Notre Eau, Notre Droit Afrique (OWORAC) – avec a sa tête la société civile et les syndicats d'une dizaine de pays africains lance cet appel a lors que la coalition célèbre sa troisième Semaine Annuelle contre la privatisation de l'eau a travers une sensibilisation a la base et une implication des parties prenantes .Le thème pour la commémoration de 2023 est intitule **Se tenir la main pour protéger l'eau de l'Afrique de l'accaparement par les entreprises**, .Ce thème focalise sur le besoin de collaboration entre le gouvernement ,la société civile et les communautés à la base pour faire face la privatisation et ses menaces.

Eu égard aux menaces croissantes sur l'eau, la OWORAC lance un appel aux leaders africains y compris ceux qui représentent l'Union Africaine, la CEDEAO, la SADC, la CEAE, la CEEAC pour se lever et défendre le droit à l'eau et rejeter en bloc les programmes de privatisation.

"L'eau n'est ni à marchander, ni à troquer ou à vendre au plus offrant. 'a dit **Akinbode Oluwafemi, Directeur Exécutif de Corporate Accountability and Public Participation Africa et membre de l'OWORAC**. "Les pays riches du Nord doivent cesser de financer les pratiques néocoloniales de marchandisation dans les pays du Sud, en particulier en Afrique, sous couvert d'aide au développement et d'interventions bienveillantes. Le pillage par le capitalisme des ressources en eau d'Afrique sous prétexte de solutions innovantes est un crime inacceptable contre les peuples."

Au cours de cette semaine, alors que les responsables communautaires célèbrent et défendent le droit à l'eau, ceux qui encouragent la privatisation de l'eau vont surgir sur le continent pour la réunion annuelle de la Banque Mondiale et du Fond Monétaire International à Marrakech au Maroc. La tenue de ces réunions pour la première fois en cinquante sous les auspices des deux architectes institutionnels de la mainmise par les entreprises sur le Sud malgré le tremblement de terre dévastateur qui a eu lieu dans le pays deux mois auparavant, indique une focalisation accrue de la mainmise future des entreprises en Afrique.

“L’avidité des entreprises a transformé les ressources en eau d’Afrique en mines d’or, ce qui a eu pour résultante la croissance des inégalités et l’abandon des communautés dans le besoin même que leur environnement en est abondamment riche.” A déclaré **Sani Baba Mohammed, Secrétaire régional de l'Internationale des Services Publics pour l'Afrique et les pays arabes.** “C'est l'échec honteux des approches de gestion de l'eau centrées sur le marché. Seules des solutions communautaires basées sur la prise de décision démocratique et le contrôle des ressources en eau pour le bien public peuvent garantir l'accès à l'eau, l'égalité, la responsabilité et la sécurité de l'emploi".

Les échecs des multinationales privées du secteur de l'eau, telles que Veolia et Suez, sont bien documentés dans le monde entier et sur le continent africain, qu'il s'agisse des tarifs inabordables de l'eau ou des abus en matière de travail. Malgré cela, les institutions internationales dirigées par la Banque mondiale et les agences du Nord, dont l'USAID, continuent d'user de leur pouvoir et de leur influence pour orienter les gouvernements africains vers cette fausse solution.

‘’Le marchandage de l'eau en Afrique viendra avec un prix énorme à payer par les communautés dont l'accès à l'eau sera sévèrement restreint, par les femmes qui ne pourront pas se permettre les coûts énormes et devront chercher des alternatives malsaines, et aussi par les enfants qui seront sévèrement déshydratés à cause d'une soif insatiable**", a déclaré Everline Akech, secrétaire sous-régional pour l'Afrique anglophone de l'Internationale des Services Publics**

Face aux défis du manque d'accès à l'eau et aux menaces émergentes de privatisation, OWORAC est solidaire de toutes les communautés touchées à travers l'Afrique. Ensemble, avec nos peuples, nous insistons sur le fait que la gestion démocratique et inclusive des ressources et des systèmes hydriques de l'Afrique n'est pas négociable. Nous rejetons la marchandisation de cette source de vie essentielle et affirmons d'une seule voix que le droit et l'accès à l'eau pour chaque Africain ne sont pas à vendre. Nos gouvernements ont un rôle crucial à jouer à cet égard. Plus que jamais, l'OWORAC est déterminée à faire en sorte que l'eau reste un patrimoine commun, un bien public et un droit humain fondamental, aujourd'hui et pour toutes les générations à venir

######

Vous trouverez ci-dessous d'autres messages de solidarité de la part des camarades de la Coalition africaine "Notre eau, notre droit"

- “En Afrique comme partout dans le monde, l'eau est une ressource stratégique. Elle est donc essentielle et indispensable à la survie des êtres humains sur terre. Tout gouvernement qui privatise cette ressource essentielle met en danger la vie des populations qu'il est censé protéger. Au Cameroun, le gouvernement qui a expérimenté pendant dix ans la privatisation du service public de l'eau potable vient de prendre la décision progressiste d'adopter l'option de la renationalisation de la société des eaux (CAMWATER Utilities Corporation).

Le syndicat SYNATEEC qui suit avec beaucoup d'attention la situation de l'eau et qui est à la fois membre de la plateforme CAMEROON WATER et de la coalition OWORAC, se félicite de cette option gouvernementale mais reste conscient que cette décision peut être influencée négativement à tout moment par les partenaires bilatéraux du Cameroun et d'autres bailleurs de fonds internationaux. Restons donc vigilants !"

  - **Chief Godson Ewoukem, Sécrétaire Général du SYNATEEC, Cameroun**

- "Une voix pour l'accès à l'eau est une voix pour des millions de bouches assoiffées sans voix"
  - **Geoffrey Kabutey Ocansey, Convenor, Water Citizens Network, Ghana**

- ‘’Le thème de la Semaine africaine de l'eau de cette année, "Tenir la main pour protéger l'eau de l'Afrique de l'accaparement par les entreprises", est un appel à l'action urgent et opportun pour les gouvernements africains. Il rappelle que la question de la gouvernance et de la transparence est essentielle pour garantir l'accès universel à l'eau et faire en sorte que les bénéfices du développement de l'eau soient partagés équitablement. Nous, au Centre Africain pour le Plaidoyer, exhortons les gouvernements africains, en particulier celui du Cameroun, à s'opposer à la privatisation de l'eau sous toutes ses formes, à renforcer les institutions de gouvernance de l'eau afin d'assurer la participation significative de tous les acteurs dans la prise de décision concernant l'eau et à donner la priorité à un financement public durable dans le secteur de l'eau".
  - **Sandra Ndang, Centre Africain pour le Plaidoyer, Cameroun**

- “La planète est dans un état d'urgence et la privatisation de l'eau aura pour conséquence d'exacerber encore plus les crises que nous connaissons, notamment sur notre continent. L'eau est un bien commun, un droit de l'homme, et ne doit pas être privatisée à des fins lucratives. Nous avons le devoir de protéger cette ressource précieuse pour les générations futures.
  Au cours de cette semaine d'action contre la privatisation de l'eau, nous nous unissons une fois de plus pour protéger les communautés contre effets dévastateurs de la privatisation de l'eau.
  Nous continuerons à souligner l'importance de cette cause et à lutter pour la justice, l'équité et le bien-être de tous, en sauvegardant ce ressource vitale à la vie.”
  - **Anabela Lemos, Directrice, Justiça Ambiental, Mozambique**